

pratique un examen endobuccal et exobuccal à la recherche d'un trouble de l'articulé dentaire. Il note l'état de la dentition ainsi que les caries.

Article 24 .- L'examen pratique est réalisé par un pédiatre ou un médecin compétent qui, après avoir pris connaissance de l'interrogatoire, procède à un examen minutieux de chaque appareil.

Il peut demander, si nécessaire, des investigations complémentaires qui lui semblent indispensables telles que radiographies, échographies, électrocardiogrammes, examens de laboratoire, chimie des urines, urée, créatinine, protéidémie, etc.

Toutes ces investigations sont effectuées au tarif du service public de santé.

Chapitre sixième

Dispositions diverses et finales

Article 25 .- Dans les provinces où les établissements publics ne disposent pas de structures adéquates et des équipes médicales et paramédicales complètes, les bilans de santé peuvent se limiter à des examens biologiques simples (numération formule sanguine, chimie des urines, parasitologie des selles).

En cas de doute, l'enfant sera orienté vers un spécialiste.

Article 26 .- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 27 .- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 3 octobre 2002

El Hadj Omar Bongo

Par le président de la République, chef de l'État,

Le premier ministre, chef du gouvernement,

Jean-François Ntoutoume-Emane

Le ministre de la santé publique

Faustin Boukoubi

Le ministre de l'éducation nationale

Daniel Ona Ondo

Le ministre de l'intérieur, de la sécurité publique

et de la décentralisation

Idriss Ngari

Le ministre de la solidarité nationale,

des affaires sociales et du bien-être

André Mba Obame

Le ministre de la fonction publique,

de la réforme administrative

et de la modernisation de l'État

Pascal Désiré Missongo

Le ministre d'État, ministre de l'économie,

des finances, du budget et de la privatisation

Paul Toungui

Décret n° 767/PR/MJGS

du 16 octobre 2002

*portant application de certaines dispositions
du code de la nationalité gabonaise*

Le président de la République, chef de l'État,

Vu la Constitution,

Vu le décret n° 128/PR du 27 janvier 2002 fixant la

composition du gouvernement de la République;

Vu la loi n° 37/98 du 20 juillet 1999 portant code de la nationalité gabonaise;

Vu le décret n° 369/PR/MJGS du 17 mars 1999 portant attributions et organisation du ministère de la justice, garde des sceaux;

Vu le décret n° 394/PR du 19 juillet 1968 créant des droits pour l'obtention et la perte de la nationalité gabonaise;

Le Conseil d'État consulté;

Le conseil des ministres entendu;

Décète :

Article 1^{er} .- Le présent décret, pris en application des dispositions des articles 15, 23, 50 et 51 de la loi n° 37/98 du 20 juillet 1999 susvisée, porte application de certaines dispositions de ladite loi.

Chapitre premier

De l'attribution de la nationalité gabonaise à titre de nationalité d'origine

Article 2 .- Le nouveau-né trouvé au Gabon est réputé être né au Gabon de parents apatrides, tant que ces derniers ne sont pas connus ou identifiés.

Article 3 .- Les demandes d'attribution ou d'acquisition de la nationalité gabonaise par voie de reconnaissance ou par l'effet de l'adoption sont faites, contre récépissé, devant le président du tribunal du lieu de résidence ou devant les autorités diplomatiques et consulaires du Gabon à l'étranger.

Les autorités diplomatiques et consulaires visées au paragraphe ci-dessus adressent sans délai au président du tribunal de Libreville les demandes qu'elles reçoivent.

Sauf dans le cas où l'opposition du chef de l'État a été requise, le président du tribunal saisi dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour statuer. Passé ce délai, la nationalité gabonaise est réputée acquise au postulant.

Article 4 .- Au sens du présent décret, l'expression « *parents étrangers* » visée à l'article 19 du code de la nationalité désigne les parents agents diplomatiques ou consulaires.

Chapitre deuxième

De l'acquisition de la nationalité gabonaise après la naissance

Article 5 .- La demande d'acquisition de la nationalité gabonaise par l'effet du mariage reste irrecevable lorsqu'une instance en divorce entre les conjoints est pendante devant une juridiction gabonaise ou étrangère ou lorsqu'une décision de séparation de corps exécutoire au Gabon a été rendue.

Article 6 .- La demande d'acquisition de la nationalité gabonaise par l'effet du mariage est soumise à la procédure instituée à l'article 3 du présent décret.

Article 7 .- Au sens du présent décret, le délai de six mois prévu à l'article 23 du code de la nationalité court à compter du dépôt de la demande.

Article 8 .- Au sens du présent décret, les effets de l'acquisition de la nationalité gabonaise visée à l'article 33 alinéa premier du code de la nationalité s'entendent de tous les droits et de toutes les obligations attachés à cette acquisition.

Chapitre troisième

De la perte et de la déchéance de la nationalité gabonaise

Article 9 .- Conformément aux dispositions de l'article 43 alinéa 2 du code de la nationalité, les recours contre les décisions du chef de l'État rendues en matière de nationalité sont portées devant le Conseil d'État pour excès de pouvoir.

Article 10 .- Au sens du présent décret, l'auteur du certificat de nationalité visé à l'article 41 alinéa 2 du code de la nationalité est le président de la cour d'appel compétent.

Article 11 .- À l'exception du cas des étrangers nés au Gabon, toute demande d'acquisition de la nationalité gabonaise est subordonnée, sous peine d'irrecevabilité, à la régularité de l'entrée et du séjour du postulant sur le territoire national.

La régularité de l'entrée et du séjour sur le territoire national s'apprécie conformément aux textes en vigueur en la matière.

Article 12 .- Sauf dispense expresse du chef de l'État, toute demande en vue d'obtenir la naturalisation ou la réintégration dans la nationalité gabonaise fait l'objet d'une enquête de moralité sur la personne du postulant par les services spécialisés.

Chapitre quatrième

Dispositions transitoires et finales

Article 13 .- En application des dispositions de l'article 50 du code de la nationalité, les droits perçus au titre de l'obtention ou de la perte volontaire de la nationalité gabonaise sont fixés ainsi qu'il suit :

– obtention de la nationalité gabonaise par l'effet du mariage ou de la reconnaissance : cent cinquante mille francs CFA

– obtention de la nationalité gabonaise par l'effet de la réintégration : cinq cent mille francs CFA

– obtention de la nationalité gabonaise par l'effet de la naturalisation : trois cent mille francs CFA

– perte volontaire de la nationalité gabonaise : cinq cent mille francs CFA.

Article 14 .- Les droits fixés à l'article 13 ci-dessus sont versés, contre récépissé, à l'agence judiciaire du trésor ou au service en tenant lieu, sur présentation d'un ordre de recette du greffier en chef, ou de tout autre service habilité à remettre au postulant le titre établissant l'obtention ou la perte volontaire de la nationalité gabonaise.

Article 15 .- Un arrêté du ministre chargé de la justice détermine les pièces devant constituer les dossiers de demande de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité gabonaise.

Article 16 .- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 17 .- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n° 394/PR du 19 juillet 1968 susvisé, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 16 octobre 2002

El Hadj Omar Bongo

Par le président de la République, chef de l'État,

Le premier ministre, chef du gouvernement,

Jean-François Ntoutoume-Emane

Le garde des sceaux, ministre de la justice

Honorine Dossou Naki

Le ministre de l'intérieur, de la sécurité publique

et de la décentralisation

Idriss Ngari

Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères,

de la coopération et de la francophonie

Jean Ping

Le ministre d'État, ministre de l'économie,

des finances, du budget et de la privatisation

Paul Toungui